

Rolin Claude

BREXIT - L'Union européenne ne peut danser comme le Royaume-Uni siffle

Les britanniques ont vocation à rester dans l'Union européenne, mais le chantage actuellement exercé par leur Premier ministre, David Cameron, n'est pas acceptable. En négociant, dans la plus grande discrétion, une proposition d'accord qui rencontre globalement les exigences britanniques, le Président du Conseil européen, Donald Tusk, s'est engagé dans une voie qui conduit l'intégralité du projet européen dans une impasse, commettant par là même une erreur stratégique. Celle-ci porte tant sur la méthode que sur le fond.

L'Union européenne est un projet d'intégration reposant sur des valeurs fondamentales, s'appuyant sur des Traités. Il n'appartient pas à un État membre d'en imposer des modifications en menaçant de quitter l'Union pour un « oui » ou pour un « non ». Accepter aujourd'hui le chantage anglais reviendrait à encourager les eurosceptiques britanniques (au rang desquels figure, entre autres, le UKIP de Nigel Farage) à en demander plus encore. "Le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière"... Les décideurs Britanniques semblent familiers de ce genre de méthode. On se souvient du célèbre « *I want my money back* » de Margaret Thatcher. A l'époque, en 1979, l'équation de la Première ministre britannique avait, pour le moins, le mérite de la franchise et de la simplicité: Londres paie plus qu'elle ne reçoit du budget européen. Il convient donc de corriger ce déséquilibre et de lui rendre ce qui lui revient. Ni plus, ni moins. Cette crise, qui durera cinq ans, se terminera en 1984 au Sommet de Fontainebleau, sur une victoire totale de la Dame de Fer. UK 1 – UE 0. Dès lors, pourquoi les Britanniques se priveraient-ils aujourd'hui d'une "méthode qui fonctionne"?

A cinq mois du référendum britannique, la meilleure façon de soutenir les proeuropéens est de refuser que l'Europe s'agenouille face à David Cameron et de lui signifier clairement que l'Union européenne ne dansera pas comme le Royaume-Uni siffle. Les citoyens britanniques pourront, de cette façon, prendre la juste mesure des éventuelles répercussions du vote référendaire auquel ils seront convoqués en juin prochain.

La volonté de David Cameron, poussé dans le dos par les eurosceptiques, est claire et tient en trois messages clés: moins d'Europe, moins de solidarité, davantage de marché, qui plus est, dérégulé. Son refus d'une plus grande intégration est révélateur. Difficile de ne pas y voir le rejet d'une Europe sociale. Par le passé, Margareth Thatcher avait déjà refusé de souscrire à la Charte des droits fondamentaux et des travailleurs – Charte finalement acceptée sous Tony Blair qui a toutefois obtenu des dérogations et exemptions à la législation sociale de l'Union européenne, notamment en matière de temps de travail.

Aujourd'hui, l'un des enjeux sociaux se concentre sur la réduction des législations encadrant la protection des salariés au travers du programme REFIT (d'aucuns y voient l'opportunité d'affaiblir des

législations vues comme contraignantes) et à présent le leader britannique entend créer deux catégories d'européens face aux règles sociales du Royaume-Uni. Ce faisant, c'est le principe même de libre circulation qu'il remet en cause.

La procédure rouge qui permettrait aux parlements nationaux de refuser une décision européenne est un mauvais signal. Elle revient à consacrer l'intergouvernementalisme (ou le règne des États-rois) au détriment du fédéralisme. Cette méthode grève l'intérêt général européen et la capacité de l'Union européenne d'agir de concert, en matière d'immigration ou lors de crises économiques ou agricoles, notamment. Une faiblesse que l'actualité nous révèle régulièrement et de façon dramatique.

Certes, le départ du Royaume-Uni affaiblirait la construction de l'Union européenne, tant d'un point de vue économique, que militaire ou politique, mais cette sortie handicaperait également l'économie britannique menée bille en tête par La City, première place financière d'Europe.

Il faut soutenir les mouvements et forces politiques, économiques et sociales qui prônent le maintien du Royaume-Uni dans l'Union. Mais pas à n'importe quel prix. Pas au prix de la reddition totale et du renoncement à nos valeurs. L'Union européenne se décrédibiliserait en cédant sous la menace. Accéder aux exigences d'un État membre revient à ouvrir la boîte de Pandore et la voie à toute autre doléance. La cohésion européenne est déjà suffisamment ébranlée par les replis nationalistes qui donnent le La dans de nombreux États membres, comme en Hongrie ou en Pologne. Il ne faudrait pas davantage détricoter l'Union, au risque de renforcer une Europe "à la carte".

Construire l'avenir du projet européen nécessite de refuser toute forme de chantage, qu'il émane du Royaume-Uni ou de tout autre État membre. Ce débat démontre à l'envi qu'il est urgent de rassembler celles et ceux qui veulent réenchanter le projet européen, celles et ceux qui souhaitent aller de l'avant vers plus d'intégration, celles et ceux qui veulent lui rendre sa dimension profondément humaniste. A défaut de pouvoir le faire à 28, il nous faudra certainement franchir d'autres pas avec les pays composant la zone euro.

Claude Rolin,
Député européen cdH

REFIT est le programme de la Commission européenne visant une réglementation moins lourde et plus performante